

DECLARATION SNU AU CCE DU 23 OCTOBRE 2018

Après une première vague de 297 suppressions d'équivalents temps plein (ETP), auxquelles s'ajoutent la fin des 1300 contrats aidés qui impactent directement le réseau et détériorent nos conditions de travail et leurs substitutions scandaleuses par les services civiques, nous apprenons qu'une deuxième vague de 400 postes équivalents temps plein travaillé (ETPT) soit plus de 800 ETP est en cours de discussion à l'Assemblée Nationale dans le cadre de l'examen du PLF 2019. Ce sont plus de 1300 postes qui vont disparaître à Pôle emploi.

Non, le chômage ne baisse pas, il se transforme : toujours plus de précarité, toujours plus d'inscrits à Pôle emploi comme en témoignent les derniers chiffres trimestriels avec une augmentation de 1.5 % en un an en catégorie ABC.

Pour le SNU, nous combattons pied à pied ce projet de Loi de finance en totale contradiction avec les valeurs qui animent les missions de Service Public et l'intérêt général.

Nous dénonçons ces orientations qui, pour nous, ne répondent qu'à des logiques comptables et aux injonctions gouvernementales qui ne visent qu'à la réduction du déficit.

Le premier ministre ne s'en était d'ailleurs pas caché dans sa circulaire du 26 septembre 2017 qui prévoyait déjà :

- * De revoir profondément et durablement les missions de l'ensemble des acteurs publics que sont l'État, les opérateurs... »
- * De proposer des réformes structurelles et de transformation à horizon 2022 des politiques publiques de chaque ministère et de ses opérateurs.

Avec le démantèlement prévisible de l'AFPA (annonce de la fermeture de 38 sites), avec les tentatives de fusion du réseau des missions locales et la mise sous tutelle de l'UNEDIC par l'Etat, c'est l'ensemble des composantes du Service Public de l'Emploi qui est clairement visé par le gouvernement.

Ce projet de «transformation de l'Action publique» prévue par le gouvernement est dangereux aussi bien pour les agent.es que pour les usager.es. Plus grave, il est clairement dangereux pour l'ensemble de nos concitoyen-nes.

Supprimer des centaines de postes à Pôle emploi dans cette période est une pure hérésie qui ne se justifie en rien si ce n'est « faire des économies » partout.

**OUI LES SERVICES PUBLICS ONT UN COÛT
MAIS POUR L'ENSEMBLE DE NOS CONCITOYENS, ILS N'ONT PAS DE PRIX.**

**AUCUN DES 53 000 SALARIÉ.ES DE PÔLE EMPLOI N'EST DE TROP
POUR ASSURER AUX 6 MILLIONS DE NOS CONCITOYEN.NES PRIVÉ.ES D'EMPLOI
UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ.**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE
LE 20 NOVEMBRE**



www.snutefifsu.fr/pole-emploi

 @snu.pole.emploi.fsu

 @SnuPoleEmploi

Nous contacter : syndicat.snu@pole-emploi.fr



23 OCTOBRE 2018